

DANS L'ACTUALITE du 13 au 19 mai 2016

Textes officiels

JORF n°0111 du 13 mai 2016

Agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

[Décret n° 2016-578 du 11 mai 2016 relatif aux contrôles et aux sanctions applicables aux agendas d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public](#)

Extension et adaptation aux îles Wallis et Futuna de diverses dispositions du code de l'énergie

[Ordonnance n° 2016-572 du 12 mai 2016 portant extension et adaptation aux îles Wallis et Futuna de diverses dispositions du code de l'énergie](#)

Jurisprudence

Servitude administrative grevant l'usage des chalets d'alpage et des bâtiments d'estive

[Conseil Constit. Décision n° 2016-540 OPC du 10 mai 2016](#)

Implantation d'une clôture dans un espace remarquable

[CE 4 mai 2016 SARL Mericea, req. n° 376049](#)

Référé-provision : les incidences de la tenue d'une audience

[CE 2 mai 2016 ministre de l'intérieur, req. n° 385545](#)

Règles d'urbanisme : une piscine peut être considérée comme l'extension d'une construction d'habitation

[CE 15 avril 2016 ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité, req. n° 389045](#)

Droit de renoncer à l'exercice du droit de préemption : point de départ du délai

[C. Cass. 3^e civ. 4 mai 2016, pourvoi n° 15-14.892](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Ordonnance concessions : le projet de loi de ratification présenté en conseil des ministres

[Emmanuel Macron a présenté ce 18 mai en conseil des ministres le projet de loi de ratification de l'ordonnance du 29 janvier 2016 sur les contrats de concession.](#)

Source : le Moniteur du 18/05/2016

Contrats de concession

[Le ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique a présenté un projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession.](#)

Source : Compte rendu du Conseil des ministres du 18/05/2016

La Mapp est morte... vive « Fin infra » !

[Accusé d'un intense lobbying « pro-PPP », la mission d'appui aux partenariats public-privé devient « Fin infra », service d'expertise dédié au montage des nouveaux marchés de partenariat.](#)

Source : la gazette des communes du 18/05/2016

Point de vue – L'analyse des offres avant les candidatures : pas si simple !

[L'une des nouveautés apportées par la réforme des marchés publics est d'autoriser l'acheteur, s'il le souhaite, à examiner les offres avant les candidatures dans le cadre d'un appel d'offres ouvert. Une fausse bonne idée, pour Pierre Desroches, formateur et consultant en marchés publics.](#)

Source : le Moniteur du 17/05/2016

Stade de Bordeaux : régularisation sous peine de résiliation

Nouvel épisode dans le "feuilleton" du stade de Bordeaux. Le Conseil d'Etat a annulé, le 11 mai 2016, la délibération du conseil municipal de Bordeaux autorisant le maire à signer un contrat de partenariat pour la construction et l'exploitation d'un nouveau stade. Les juges ont toutefois décidé de laisser à la commune un délai de quatre mois pour régulariser la signature du contrat.

Source : le Moniteur du 13/05/2016

Urbanisme

Le CGEDD souhaite voir les orientations en matière de logements du PLH reprises dans les PLU

Le contenu des PLH et des PLU ne mérite qu'une amélioration à la marge. C'est l'une des conclusions des auteurs du rapport « Transcription dans les PLU des besoins de logements prévus dans les PLH », commandé au CGEDD en octobre 2015 par Emilie Piette, la directrice de cabinet de Sylvia Pinel, alors ministre du Logement. Ce rapport, remis en mars 2016, a été rendu public le 10 mai.

Source : le Moniteur du 18/05/2016

Le projet urbain autour de la gare de Toulouse est entré en phase de concertation

Ce jeudi 12 mai à Toulouse, à l'occasion de la première réunion publique sur la transformation du quartier de la gare de Toulouse, les partenaires du projet urbain ont fait le point. Conçu autour de l'arrivée attendue en 2024 du TGV dans la ville rose, le projet baptisé Toulouse EuroSudOuest fera l'objet d'un accord de projet d'intérêt majeur, nouveau type de contrat inscrit dans la loi Alur.

Source : le Moniteur du 13/05/2016

Accessibilité des ERP: le décret « sanctions » est enfin paru

[Le décret n° 2016-578 du 11 mai 2016 « relatif aux contrôles et aux sanctions applicables aux agendas d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public », qui était attendu depuis plusieurs mois, a été publié au Journal Officiel du 13 mai.](#)

Source : le Moniteur du 13/05/2016

Environnement / Energie

100 territoires à énergie positive réunis pour signer leur convention financière

[Ségolène Royal a réuni le 12 mai au ministère de l'Environnement 100 territoires à énergie positive pour la croissance verte \(TEPCV\), pour la signature de leur convention d'appui financier, en présence de Pierre-René Lemas, directeur général de la Caisse des Dépôts, de Bruno Lêchevin, président de l'Ademe, et de nombreux élus.](#)

Source : localtis.info du 18/05/2016

Une enveloppe d'un million d'euros pour les projets de transition énergétique des îles bretonnes

[La ministre de l'Energie et de l'Environnement, Ségolène Royal, a annoncé le 13 mai, lors d'un déplacement sur l'île d'Ouessant, une enveloppe d'un million d'euros pour soutenir les projets de transition énergétique dans onze île bretonnes.](#)

Source : localtis.info du 18/05/2016

Projet de loi biodiversité : le Sénat vote un texte édulcoré

[Le Sénat a adopté en deuxième lecture dans la nuit du 12 au 13 mai le projet de loi de "reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages" qui doit désormais faire l'objet d'une commission mixte paritaire chargée de trouver une version commune avec l'Assemblée.](#)

Source : localtis.info du 17/05/2016

Collectivités territoriales

Silence vaut acceptation : un nouveau décret d'exception présenté en Conseil des ministres

Lors du Conseil des ministres du 18 mai 2016, Bernard Cazeneuve a présenté un décret relatif aux nouvelles exceptions à l'application du principe "silence vaut acceptation" pour les collectivités territoriales. Six mois après l'entrée en vigueur de la réforme, le temps des ajustements est donc venu.

Source : la gazette des communes du 18/05/2016

"Silence vaut acceptation" collectivités territoriales

Le ministre de l'intérieur a présenté un décret relatif aux exceptions à l'application du principe "silence vaut acceptation" ainsi qu'aux exceptions au délai de deux mois de naissance des décisions implicites pour les demandes adressées aux collectivités territoriales, à leurs établissements publics et aux établissements publics de coopération, dans le cadre des procédures prévues par leurs délibérations.

Source : Compte rendu du Conseil des ministres du 18/05/2016

« Les collectivités doivent se saisir des outils d'urbanisme pour élaborer des stratégies logement »

Emmanuelle Cosse, interviewée par l'Association des journalistes du logement et de l'habitat (Ajibat) le 18 mai, est revenue sur les dossiers dont elle a hérité en prenant la suite de Sylvia Pinel, et sur ses différents chantiers, de la réhabilitation thermique au projet de loi Egalité et citoyenneté.

Source : la gazette des communes du 18/05/2016

La France aux 36 000 communes, c'est fini !

C'est officiel : depuis le 1er janvier 2016, le nombre de communes est passé sous le seuil des 36 000 en France, comme le confirme la version provisoire d'un rapport sénatorial sur les communes nouvelles.

Source : la gazette des communes du 18/05/2016

Transport

La gare parisienne de Bercy bientôt rebaptisée "gare de Bercy-Bourgogne-Pays d'Auvergne"

[Bourgogne et Auvergne vont pouvoir enterrer la hache de guerre : la SNCF a finalement choisi de satisfaire tout le monde en rebaptisant prochainement la gare parisienne de Bercy "gare de Paris Bercy-Bourgogne-Pays d'Auvergne".](#)

Source : localtis.info du 19/05/2016

Vu dans les revues

AJDA n° 17-2016 du 16 mai 2016 p.950, *Contentieux de l'urbanisme : poursuite de la construction*, par Louis Dutheillet de Lamothe et Guillaume Odinet

AJDA n° 17-2016 du 16 mai 2016 p.967, *Modification des statuts d'une association en vue d'agir contre des autorisations d'urbanisme (CAA Versailles 10 décembre 2015, req. n° 13VE02031)*, conclusions Philippe Delage

AJDA n° 17-2016 du 16 mai 2016 p.971, *Rejet d'un recours contre un permis de construire par ordonnance (CE 10 février 2016, req. n° 387507)*, conclusions Aurélie Bretonneau

RDI n° 5 – mai 2016 p.246, *Le nouveau régime applicable aux concessions de travaux*, par Hélène Pauliat

Rfda n° 2 – mars-avril 2016 p.197, *Dossier – Les nouvelles dispositions sur les contrats de la commande publique*

Rfda n° 2 – mars-avril 2016 p.301, *Le recours du concurrent évincé : le maintien provisoire de la jurisprudence Tropic*, par Olivier Henrard

Semaine juridique Administrations et collectivités territoriales n° 19 du 17 mai 2016, 2126, *La partie réglementaire du nouveau livre Ier du Code de l'urbanisme : une lisibilité sensiblement améliorée pour un droit qui n'est pas absolument constant*, par Roland Vandermeeren

Presse

Les magasins de marques de luxe vont pouvoir ouvrir le dimanche

[Les marques affiliées à la convention collective de la couture ont trouvé un accord avec leurs syndicats](#)

Source : les Echos du 19/05/2016

Paris engage la reconquête de la Petite Ceinture

[Un an après la signature du protocole avec la SNCF, le Conseil de Paris s'apprête à voter la réouverture de tronçons dans quatre arrondissements dès cet été. Le coup d'envoi d'un vaste plan de reconquête.](#)

Source : les Echos du 18/05/2016

Le plan local d'urbanisme de l'agglomération lyonnaise intégrera les priorités de la trame verte

[Une centaine de jardins partagés, des rues arborées, une nouvelle gestion du cycle de l'eau, la collectivité pousse les projets verts.](#)

Source : les Echos du 18/05/2016

Le Conseil d'État et le voisin dans le contentieux du permis de construire : des vertus de l'inconstance ?

[La Haute assemblée dans un arrêt du 13 avril 2016, n°389798 réintroduit la présomption d'intérêt à agir en appréciant qu'en raison de sa situation particulière, le voisin immédiat d'un projet immobilier dispose en principe d'un intérêt à agir contre un permis de construire.](#)

Source : les Echos du 13/05/2016

La fronde des promoteurs contre les maires

[Les promoteurs sont heureux : leurs ventes ont bondi, au premier trimestre, de 14,7 %, comme l'a annoncé la Fédération des promoteurs immobiliers \(FPI\), jeudi 12 mai. Deux facteurs de soutien sont identifiés : la part des investisseurs, qui reste forte, à plus de 50 %, et le retour des accédants, solvabilisés par le nouveau prêt à taux zéro, en vigueur depuis le 1er janvier.](#)

Source : le Monde du 12/05/2016